

LA RÉVOLTE

POUR LA FRANCE

Un an. Fr. 5 —
Six mois. » 2 50
Trois mois. » 1 25

Les abonnements pris dans les bureaux
de poste paient une surtaxe de 20 cent.

ORGANE COMMUNISTE-ANARCHISTE

Paraissant tous les samedis

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an. Fr. 7 —
Six mois. » 3 50
Trois mois. » 1

Les abonnements peuvent être payés
timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Réunion Anarchiste Internationale

Puisqu'une réunion anarchiste va avoir lieu en Septembre prochain, nous ne saurions trop inviter les camarades à ne pas perdre le temps pour tirer le plus grand parti possible de la réunion.

Les possibilistes et les marxistes ont perdu leur temps et gaspillé l'argent des groupes à discuter des questions qui se réduisent au fond à ceci : « Qui gouvernera les travailleurs ? » — Jamais Congrès ouvrier n'a été aussi vide de discussions sérieuses sur les grandes questions qui nous agitent tous, que ces deux Congrès.

Il importe aux anarchistes de montrer qu'ils prennent la Révolution prochaine au sérieux et, en discutant les grandes questions d'expropriation, de communisme et collectivisme, l'industrie réorganisée, du sol rendu aux travailleurs, de groupement sans autorité et ainsi de suite, apporter de nouvelles lumières dans les idées.

Pendant un nombre d'années on a cherché à ravaler le Socialisme, soit à des questions de réforme du salariat, soit à des questions de plus-value et autres termes abstraits qui s'accroissent avec tout ce que l'on voudra, depuis le Boulangisme jusqu'à la république jacobine bourgeoise, depuis des expériences de chemins de fer dirigés par l'Etat jusqu'à des lois réglant les heures de travail.

Il est temps de sortir de cette fange : de remettre sur le tapis la grande question de la Révolution sociale, de semer dans les cerveaux les grandes idées de démolition et de renouer de l'organisme de toute la société.

Il est temps de redevenir socialistes, car nous ne pouvons plus retrouver le Socialisme dans les fatras que l'on nous débite depuis dix ans, — fatras, qui n'a rien, rien, dans le fond que de savoir qui gouvernera la Révolution ? Il est temps de relever le drapeau rouge que l'on a trop longtemps traîné dans la fange.

C'est aux anarchistes à le faire, s'ils ne le faisaient pas — qui donc le ferait ?

Notre réunion doit être un nouveau point de départ pour la renaissance de l'idée de la Révolution sociale — non pas la révolution des Boulangistes, des Marxistes ou des Communistes, mais la révolution du peuple, des masses, — la seule qui mérite ce grand nom.

LE CENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION

IV

Lorsque Paris s'empara de la Bastille, les campagnes étaient déjà en pleine insurrection. Mais les villes n'avaient pas encore bougé. Elle ne se mirent en mouvement qu'après avoir appris le succès de l'insurrection dans la capitale.

Les villes d'alors ne ressemblaient pas à celles

d'aujourd'hui. Dès le Moyen-Age il s'y était constitué une aristocratie héréditaire de bourgeois, et cette aristocratie tenait en ses mains toutes les affaires, toutes les finances municipales. Elle tripotait, elle s'enrichissait aux dépens de la cité, et le gâteau restait de père en fils entre les mains de quelques familles. Ces familles possédaient aussi des serfs dans les campagnes. Riches bourgeois et nobles se trouvaient en outre en possession de droits féodaux sur les habitants des villes, si bien que pour se marier, pour léguer son patrimoine à ses enfants, ou pour le vendre, l'artisan payait des redevances à son seigneur, noble ou bourgeois, tout comme le paysan dans les villages.

Les municipalités étaient des nids de hobeaux et de scribes par lesquels les seigneurs et gros bourgeois tenaient « le menu du peuple », et ce peuple ne demandait pas mieux que de mettre le feu à ces antres de servitude.

Les bourgeois avaient aussi leurs griefs. Ces hommes, après l'enrichissement, commençaient déjà à faire leurs fortunes par le commerce et l'industrie. Ils voyaient de mauvais œil l'arrogance des nobles, les exceptions faites en leur faveur pour le paiement des impôts. Ils rêvaient aussi la grande industrie, la liberté de l'exploitation, et les corporations de métier les gênaient : on n'exploite jamais aussi bien que quand on peut prendre chaque travailleur individuellement.

Mais des ombres des corporations d'autrefois existaient encore. Ces corps d'artisans, jadis puissants qui représentaient au Moyen-Age l'organisation du travail par la Commune, auraient pu se transformer en institutions nouvelles, appropriées aux besoins de l'industrie manufacturière ; mais ceci n'aurait pas fait l'affaire de la Bourgeoisie qui voulait la ci-nommée liberté des transactions, c'est-à-dire la liberté sans entrave d'exploiter le prolétaire.

La haine du peuple contre le féodalisme bourgeois et seigneurial, et la haine de la petite Bourgeoisie contre la noblesse et les corporations se rencontrèrent. Aussi, dès que l'on apprit en province la prise de la Bastille, les prolétaires, déjà las des tergiversations de l'Assemblée, stimulés par les grandes idées d'affranchissement, de Liberté et d'Egalité, caressés par les bourgeois, se soulevèrent et marchèrent contre les Hôtels de Ville. Les villes de l'Alsace, de la Lorraine, — celles de l'Est en général — s'insurgèrent. Les Hôtels de Ville furent pris d'assaut, toute la papperasse brûlée, les vieilles familles chassées de leur place. Les droits féodaux dans les villes, les dîmes et tout l'attirail de la Féodalité disparaissaient ainsi dans les villes comme dans les villages.

Le peuple brûla la papperasse, il dansa sur les décombres, il planta des arbres de la Liberté — et il rentra chez soi, dans ses taudis. Mais la Bourgeoisie ne s'arrêta pas là. Elle saisit l'occasion au bond et comme à Paris, elle s'arma immédiatement, elle organisa ses milices, elle s'empara des municipalités ; elle s'imposa au lieu et place du pouvoir disparu. Et lorsque,

deux ou trois jours plus tard, le peuple voulut continuer son œuvre et pousser plus loin la Révolution — il se retrouva de nouveau sous la férule d'un nouveau pouvoir, autrement fort que le pouvoir déchu ; il se trouva en présence d'une force armée — la milice bourgeoise — autrement redoutable que les quelques soldats du Roy.

La Bourgeoisie de 1789 avait un plan déterminé. Armer les milices bourgeoises qui serviraient de digue contre le peuple et contre la royauté ; s'emparer des municipalités, faire « respecter la propriété » par les armes au besoin ; et, par les municipalités, arracher le pouvoir des mains de la Cour, s'emparer du pouvoir dans l'Etat pour le réorganiser suivant le plan que nous avons esquissé dans notre premier article.

Pour cela, il ne suffisait pas d'être maître à Strasbourg, à Mâcon, à Lyon. Il fallait être maître dans chaque commune, et, pour cela, il fallait faire dans chaque petite commune ce qu'on avait fait dans les grandes villes.

Mais, qui pouvait le faire ? Qui pouvait armer les milices ? — Certainement pas l'Assemblée Nationale. Il fallait que cela se fit dans chaque petite ville de par l'initiative des habitants eux-mêmes. Et ces habitants, plongés dans leurs petits intérêts de boutique, ne faisaient rien ; ils ne bougeaient même pas. Ils s'intéressaient à peine à ce qui se faisait en France.

Les bourgeois n'avaient pas la bêtise des socialistes autoritaires qui croient pouvoir tout faire par des décrets. Ils comprirent qu'il fallait agir dans chaque commune, sans rien attendre de Paris. Duport et d'autres s'en chargèrent, et voici comment.

Depuis janvier, disions-nous, les campagnes de l'Est étaient en feu. Des émissaires inconnus, surgis du peuple même, parcouraient les villages, excitant les pays à la révolte. Là où les moyens ordinaires ne suffisaient pas, ils se présentaient porteurs de faux décrets de l'Assemblée Nationale, ordonnant de ne plus rien payer et de s'emparer des terres des seigneurs. D'autres apportaient de faux décrets du roi ordonnant de brûler les châteaux. Il y eut même un imposteur se faisant passer pour un parent de Louis XVI. Car les paysans d'alors n'étaient ni plus lettrés, ni mieux informés, ni plus braves que les paysans russes de nos jours. Ils voulaient bien s'insurger, mais, il fallait donner une apparence de légalité à leurs actes. C'était toujours bon comme une excuse en cas de défaite.

Ainsi donc les châteaux brûlaient, les terriers étaient déchirés, l'abandon des droits féodaux était obtenu par la menace ou par le feu.

Mais, en hommes conséquents, les paysans ne faisaient pas de distinction entre les nobles et les bourgeois. Si le seigneur avait concédé ses droits féodaux à un bourgeois (et la noblesse ruinée le faisait très souvent, tout comme le font en ce moment les lords anglais ou les seigneurs du tenancier bourgeois, et, la hache sur sa tête, russes), les paysans mettaient le feu à la maison

ils le forçaient à abdiquer ses droits, tout comme s'il était un seigneur au talon rouge. « Les brigands ont brûlé des châteaux de patriotes », s'écriaient les bourgeois révolutionnaires! Donc, sus aux paysans!

Et les milices bourgeoises, sortant des villes, allaient dans les campagnes pour rétablir l'ordre. A Strasbourg, au lendemain de l'insurrection qui vint abolir la Féodalité, la milice bourgeoise arrêtait déjà 400 travailleurs et en pendait deux sur le champ. Mais ce fut pire dans les campagnes. Les municipalités se transformaient en tribunaux ambulants et après avoir livré bataille aux paysans sans armes, et remporté une victoire facile, elles pendaient sans pitié ces « brigands » qui avaient osé piller « les propriétés roturières » aussi bien que les propriétés nobles. Les documents mentionnent 8 paysans pendus dans le Maconnais, 12 par le Parlement de Douai et ainsi de suite dans chaque province. Au moment même où on rédigeait les Droits de l'homme (en août 1789), on exécutait en un seul jour treize braconniers qui avaient pris la Révolution à la lettre et chassaient le gibier de leurs seigneurs.

Profitant de cette insurrection générale des paysans en Alsace, en Lorraine, en Dauphiné, en Champagne, en Poitou, en Périgord, etc., etc., les omisaires du Tiers-Etat, — Duport et d'autres, — parcouraient les petites villes forçant les bourgeois d'armer leurs milices. — « En quinze jours », — Duport l'a raconté lui-même : — « J'ai fait armer une bonne partie de la France. J'arrivai dans la ville, je faisais sonner le tocsin et je déclarais que les brigands sont là, tout près, marchant sur la ville. Alors on s'armait en toute hâte ». Et le maire de Péronne l'avouait franchement. « Nous voulons être dans la terreur », disait-il. « C'est seulement grâce aux bruits sinistres que nous pouvons tenir une milice de trois millions de bourgeois sur toute la superficie de la France ».

Oh oui, les bourgeois savaient ce qu'ils devaient faire. Et, de cette façon dans le courant de l'automne de 1789 la Bourgeoisie se trouvait armée, en possession des municipalités, réorganisées aux termes de la nouvelle loi municipale, et à la tête d'une forte milice. Et lorsque le peuple, dans son superbe élan révolutionnaire, marcha contre la propriété bourgeoise, il rencontra le bourgeois criant : « Halte là! Tu as fait ce qu'on t'a demandé, mais tu n'iras pas plus loin. Tu as aboli l'ancien régime; mais le nouveau régime c'est nous qui le ferons. Voilà la loi martiale, et du moment que le maire aura déployé le drapeau rouge, on te fusillera, on te mitraillera pour te faire rentrer dans tes taudis! »

Et, pendant ce temps-là le Tiers-Etat votait loi sur loi dans l'Assemblée Nationale pour réorganiser la France selon son idéal. Des lois qui, en temps ordinaire, auraient pris des années pour être rédigées, étaient faites en quelques jours. Les légistes les admiraient encore pour leur lucidité, leur style élégant, l'absence de contradictions, la prévision des détails. L'Europe les a copiées pendant un siècle.

C'est que la Bourgeoisie n'était pas prise au dépourvu. Elle ne faisait que coucher sur le papier ce qu'elle avait médité, étudié dès longtemps.

Mais, si ces lois avaient seulement pu passer dans la vie, si elles avaient seulement pu devenir des réalités — c'en était fait de la Révolution. La Révolution s'arrêtait aux superbes déclarations des Droits de l'Homme, traduites dans la réalité des faits par l'organisation de la servitude.

Heureusement, l'aristocratie et la Cour ne se tinrent pas pour vaincues. Elles luttèrent, elles conspirèrent, et la Révolution devait continuer.

Elle continua en effet, et grâce à la lutte formidable qu'elle eût bientôt à soutenir elle ne s'arrêta pas aux vagues déclamations de son Corps législatif.

LA VEUVE WALSH

Jamais l'histoire n'a sondé, jamais elle n'aura sondé toute la grandeur des actes d'héroïsme qui se commettent au sein d'un peuple lorsqu'il est en insurrection.

Hier, cette abjecte Commission Parnell dont nous avons parlé à ses débuts, questionnait Davitt, et voilà le fait qui s'est révélé au cours des questions et contre-questions stupides.

Il y a quelques années, un agent quelconque des seigneurs avait été exécuté dans un village irlandais. Celui qui avait exécuté l'acte de vengeance, avait été mis hors de danger : il était en Amérique.

La police arrêta deux jeunes garçons, les deux fils de la veuve Walsh. Ils savaient bien qui avait accompli l'acte de vengeance. Leur mère le savait aussi. Ils le savaient aussi en sûreté. Mais jamais un mot s'échappa de leurs bouches pour le désigner aux juges.

Les gredins — les juges — condamnèrent le garçon aîné à la pendaison. La mère le savait aussi; elle vit le drapeau noir, annonçant l'assassinat légal, flotter sur la prison. Elle continua à se taire. Elle obtint une entrevue avec son second garçon. Il était jeune : la soif de vie aurait pu lui souffler de mauvaises pensées. Lui aussi était accusé de meurtre, lui aussi avait été condamné. Elle alla le trouver en prison, et elle lui dit :

« L'aîné est mort. Meurs aussi, mais ne cherche pas à sauver ta vie par une lâcheté. Tu ne souilleras pas ton nom en devenant dénonciateur ».

Les gredins savaient aussi que le vrai vengeur du peuple était loin. Tout le monde savait au village que les garçons Walsh n'y étaient pour rien et les juges eurent un moment d'hésitation. Ils ne pendirent pas le jeune garçon; ils l'envoyèrent aux travaux-forcés.

La mère se tait encore; elle n'achètera pas la liberté de son fils par une dénonciation.

Davitt avait parlé de ce fait comme d'un acte d'héroïsme. Et maintenant ces pleutres, cet avocat général, cette commission de pleutres, se sont mis à s'étonner sur tous les tons de grenouilles qui coassent, que Davitt qui, lui aussi, savait le vrai nom, ne l'ait pas nommé, — ne soit pas devenu dénonciateur pour sauver le garçon Walsh!

— « Ah ce n'est pas le premier innocent que vous avez pendu en Irlande » — leur a répondu Davitt.

Et, comme ils le pressaient de questions :

— « Le paysan irlandais hait le dénonciateur et il a raison ».

— Jusqu'au point de laisser sacrifier un homme pour ne pas nommer un nom? insinue le crapaud.

— « Oui ».

— Mais vous, meneur du peuple, vous partagez aussi ce préjugé?

— « Je ne suis pas meneur. Je partage ce que vous nommez préjugés des paysans irlandais et quelques-unes de leurs vertus — c'est tout ».

Quand donc aurons-nous l'histoire des peuples? Quand donc saurons-nous au prix de quels milliers de dévouements obscurs, inconnus, les masses ont conquis le peu de libertés que nous possédons? Quand donc dira-t-on au peuple tout l'abîme de dépravation qui gît dans les cerveaux corrompus de tous ceux qui touchent de près ou de loin à ce que l'on nomme par dérision la Justice?

Nous recevons la lettre suivante :

Cher compagnon,

Je vous prie de vouloir rectifier votre compte-rendu des deux Congrès... impossibilistes en ce sens :

1° Que mon intention en demandant la parole au Congrès marxiste était de lire, avec ou sans commentaires, la proposition contraire à celle que la présidence a rédigée et votée, en l'imposant par un heureux coup de force à l'Assemblée. Ma résolution

était celle que vous avez publiée, et que j'avais lue au Congrès possibiliste où elle avait produit, de la confession des opposants eux-mêmes, la plus profonde impression.

2° Que le président de séance (Deville et non Vaillant) n'a fait aucune insinuation directe contre moi, car je la lui aurais fait avaler, et je la lui ferais avaler si jamais il osait en faire; il a simplement dit, avec beaucoup de jésuitisme du reste, que dans un cas donné, il pourrait arriver que la présence d'un seul agent provocateur dans la salle empêchât la réussite du Congrès.

3° Je ne l'ai pas laissé finir ces mots (je n'ai pas été abasourdi, ni je n'ai pas attendu la traduction anglaise qui n'a pas eu lieu), et je lui ai crié que les mouchards étaient au bureau, car en effet, il y avait là les dénonciateurs connus de Reinsdorf et des anarchistes allemands.

4° Que les Allemands seuls, ne comprenant pas ce qui se disait de part et d'autre, ont été contre moi; tandis que les dames présentes et tous les anglais présents me défendaient, exceptée cependant la citoyenne Marx Aveling, fameuse pour l'argent qu'elle a épilé aux ouvriers américains.

5° Après la retraite des anglais et d'autres délégués, il n'y avait que des Allemands dans la salle (distingués pour faire nombre en Allemands et Alsaciens); et que le délégué belge et le hollandais ont encore protesté contre la « chapelle » du Congrès qui, partant, a abouti à un fiasco complet. La réunion plénière, qui devait avoir lieu le soir, a été courageusement abandonnée.

6° Enfin, nous plaçant sur le terrain des idées, on ne saurait pas nier la grande valeur négative du Congrès marxiste. Du Parti Ouvrier on savait qu'il était possibiliste ou réformiste : on sait à présent que les Marxistes le sont également. Ils ont pratiquement abdiqué dans les mains de leurs rivaux, — et ils n'existent déjà plus comme parti. On le verra mieux dans la suite des événements. — Leur Congrès a été le Congrès de la liquidation. Le socialisme y a succombé à la législation du travail, que les gouvernements projettent pour reconcilier l'ouvrier, par de vaines promesses, à sa servitude, et que les politiciens agitent pour attrapper aux élections les votes de la classe ouvrière.

Ici le Parlementarisme a tué le Socialisme. L'un pour mot : mystification de l'ouvrier. L'autre : incompatibilité absolue du régime capitaliste avec le bien-être du travailleur.

Les Marxistes ont renié ce principe fondamental, pour aller rejoindre les possibilistes dans leurs intrigues pour le pouvoir. Ils sont donc jugés. — Ont à nous, anarchistes, de prendre le drapeau du Socialisme, qu'ils ont laissé tomber de leur main, de l'agiter et de marcher avec lui à la destruction de toutes les propriétés, politique et économique, et de tous les privilèges, et de procéder à la fondation d'une société nouvelle.

MERLINO.

Une erreur s'était aussi glissée dans les noms des signataires de la protestation des délégués anglais :

Au lieu de Hammersmith, fallait lire James Tocchi, délégué du Hammersmith, radical club. Les délégués Tocchi et Schak, de la Socialist league, sont deux citoyennes.

Les deux Congrès Impossibilistes, compte-rendu d'un délégué, 3 centimes. — Cette brochure va paraître cette semaine. Comme il est très important de la propager au sein des groupements ouvriers, nous prions nos amis de la province et de l'étranger de vouloir nous indiquer de suite le nombre des exemplaires qu'ils désirent.

MOUVEMENT SOCIAL

France

PARIS. — Tous les camarades ont pu lire, dans les feuilles bourgeoises, des détails plus ou moins circonstanciés sur ce qu'ils appellent la bande Pini.

Avant que d'en parler, nous avons voulu attendre des renseignements, savoir ce qu'il en était. — Voici ce qu'est Pini :

Fréquentant en Italie, les groupes révolutionnaires, il infligea une sévère correction au baron Franchetti, richissime propriétaire qui voulait forcer les fermiers à voter en sa faveur. Obligé de se réfugier en France pour échapper à une condamnation à deux ans de prison, à la suite de ce fait, il vint à Paris où il se mêla au mouvement révolutionnaire et, comprenant que le manque d'argent est mortel à la cause anarchiste, songea, au péril de sa vie et de sa liberté à procurer à la propagande les ressources qui lui font défaut.

Ceux qui le connaissent sont convaincus qu'il n'a agit que pour la propagande; et, si Pini est ce qu'ils pensent, ils sont convaincus que les débats de la Cour d'assises, ne manqueront pas de faire voir cette affaire sous un jour nouveau, et apprendront aux bourgeois ce que peut un homme qui agit pour la propagande de ses idées, en y apportant toute son énergie.

Un dernier renseignement, son grand-père, en 1831, fut arrêté ainsi que sa grand-mère, pour conspiration. Le grand-père fut pendu; la grand-mère mit au monde celle qui devait donner le jour à notre camarade. Celle-ci, tout récemment, ainsi que la sœur de Pini, ont été incarcérées, maltraitées au point que la sœur en est devenue folle. — On s'explique, dans ses conditions, la haine mortelle de Pini pour les gouvernants et les exploités.

Dans l'Egalité du 23, un monsieur Meufa, du groupe d'études de la Santé, éprouve le besoin de parler de « l'anarchiste Soudey », rattaché au Boulangisme. — Que les journalistes bourgeois, en parlant des Crie, des Maës, des Morphy et des Soudey, les traitent d'anarchistes, cela n'a rien d'étonnant, ils sont bien trop bêtes pour pouvoir faire la différence entre un anarchiste et un socialiste quelconque, mais qu'un socialiste se mette à leur remorque pour répéter la même banalité, cela commence à être de la mauvaise foi.

Morphy n'a jamais été anarchiste, Soudey s'est toujours défendu de l'être, Maës et Crie, ont bien voulu, à certains moments, se faire passer pour tels, mais comme ils ont toujours tripoté dans la presse bourgeoise, on peut faire des réserves sur leur anarchisme. Et, du reste, auraient-ils été sincères dans leurs affirmations, en se ralliant au boulangisme, ils sont redevenus de vulgaires politiciens, qu'au fond ils n'ont jamais cessé d'être et l'Anarchie n'est nullement responsable des palinodies des individus.

Plusieurs belles réunions la semaine dernière à Paris, entre autres celle de la salle Chaynes. L'assistance était nombreuse et au début, en grande partie hostile ou du moins simplement curieuse. Pourtant peu à peu la salle a senti la propagande et les théories abstentionnistes et révolutionnaires développées par cinq ou six orateurs, ont été chaleureusement applaudies.

Rovigo avait été arrêté, il y a quelque temps pour avoir frappé un commissaire de police de Bordeaux, lors du Congrès de l'Alhambra, l'année dernière. Or on s'aperçut que dans l'intervalle pour ne pas rester bredouille, la justice avait condamné un autre pour ce fait, à la place de Rovigo. Désolée, elle chercha bien longtemps un autre motif de condamnation, elle ne trouva que le port d'armes prohibées, ci : deux jours de prison en sus du mois de prévention; puis conduit à la frontière pour être expulsé.

CALAIS. — Groupe Les Communistes libertaires. — Le compagnon Adolphe Sauvage dont nous annonçons le retour dans notre dernière correspondance, a été arrêté hier comme insoumis.

Comme l'amnistie, votée comme réclame électorale par nos intégrés députés, c'est d'une manière jésuitique, ainsi que l'indique l'article 3, que je relis et dont voici le texte :

« Amnistie pleine et entière est accordée aux déserteurs et insoumis des armées de terre et de mer qui, avant le 1^{er} septembre 1889, auront été l'objet d'une décision gracieuse du président de la République ».

Aussi comme il peut se faire, pour rester poli que Carnot oublie d'être gracieux avec les anarchistes et les socialistes révolutionnaires, qu'il déteste et qui ont le don de lui déplaire, nous livrons ces faits, sans nous indigner, y étant accoutumés, à l'appréciation des lecteurs de la Révolte.

Le compagnon Sauvage a été transféré à Lille où il attend le bon plaisir de Carnot.

Nous venons d'assister aujourd'hui 21, à une représentation que l'on appelle dans le monde politique, élections municipales complémentaires. Il s'agissait d'élire un conseiller municipal en remplacement d'un autre. Sur 6,163 électeurs inscrits, le candidat radical qui se présentait sans concurrent, attendu que l'alliance occulte faite avec les socialistes — soi-disant révolutionnaires — depuis le mois

d'octobre de l'année dernière, continue d'exister, et, qui consiste à se plus se porter où l'autre se présente, ce qui fait qu'on voit de simples radicaux bourgeois faire des réunions électorales où ils annoncent en toutes lettres, que leurs réunions sont contradictoires, sachant à l'avance n'être pas contredits par ceux-là même qu'ils craignaient si fort quand ils préconisaient l'Anarchie.

Je disais donc que sur 6,163 électeurs inscrits, le candidat radical avait obtenu 1,412 voix, pas assez pour être élu, puisque pour l'être, il fallait en avoir le quart, c'est-à-dire 1,538 voix, ce qui fait qu'étant seul, le bonhomme est en ballottage.

Allons, tant mieux, ça marche quand même l'abstention. Pour nous, anarchistes conscients, ça fait toujours plaisir de constater l'indifférence qui s'accroît tous les jours davantage dans le peuple, au sujet de cette déloyale fumisterie, de cette écurie duperie, que l'on appelle le Suffrage universel.

TROYES. — Les compagnons Ducommun et Colas arrivant à Troyes, apprirent qu'une réunion privée, organisée par les Boulangistes, avait lieu le dimanche 21 juillet. Ces enragés avaient eu la précaution de donner des cartes à tous leurs partisans, afin d'exclure les révolutionnaires.

Ils avaient mis à la porte d'entrée un grand nombre de leurs militants. Voyant que l'on ne pouvait pas entrer, les camarades enfoncèrent les rangs et ils rentrirent de vive force aux applaudissements de la foule.

Les Boulangistes avaient une claque assez nombreuse, pour ne permettre à personne de s'approcher de la tribune; plusieurs de nous voulurent s'inscrire comme contradicteurs, tous furent refusés. Sur ce refus les révolutionnaires prirent la tribune d'assaut. Les charlatans s'enfuirent et gesticulèrent dans le vide en essayant de repousser, à coup de cannes et à coups de poings, les révolutionnaires, mal leur en arriva, car ils remportèrent un four complet et pas mal de horions, ainsi qu'une gueule cassée : celle du boulangiste Laisant. Ils se sauvèrent dans toutes les directions en laissant sur le champ de bataille leurs cannes et leurs chapeaux, ainsi que leurs écrits préparatoires de séance. Bonne journée pour la Révolution et l'Anarchie.

BESSÈGES. — Samedi 29 juin, le compagnon Monat a donné une conférence publique et contradictoire dans la salle du théâtre de l'Alcazar de Bessèges, à laquelle assistaient environ 330 personnes. Il a prouvé avec évidence l'inutilité du suffrage dit universel. Il a parlé des tripotages de Ferry et consors qui, sous prétexte de patriotisme envoient les hommes se massacrer entre eux. Après avoir attaqué la société actuelle dans ses institutions, il a démontré les causes de notre misère et de nos souffrances; et, aux applaudissements de l'auditoire, il a conclu à la Révolution sociale qui, seule, peut nous émanciper en établissant sur des bases durables et indestructibles le communisme-anarchiste. Notre ami a répondu avec facilité à toutes les questions qui lui ont été posées.

Les travailleurs sont très contents d'entendre développer nos idées; ils finissent enfin par comprendre que toutes les promesses que nous font ces charlatans politiques ne sont que des pièges auxquels nous nous sommes trop longtemps laissés prendre. Nous ne doutons pas qu'à Bessèges, avec quelques conférences comme celle de samedi, mêlées de propagande, nos idées aillent de l'avant.

Aucun contradicteur ne s'étant présenté, la réunion s'est terminée aux cris de : Vive la Révolution sociale ! Vive l'Anarchie !

Bonne journée pour la propagande. Nous avons distribué des journaux et des brochures du « Père Peinard ».

Mercredi 10 juillet, a eu lieu l'enterrement civil de notre ami le compagnon Plan, décédé le mardi à l'hôpital où, malgré la liberté dont nous prônent nos maîtres, les congréganistes n'ont pas moins cherché, par tous les moyens, à le réconcilier avec les robes noires, sans pouvoir y réussir. Le compagnon Plan est regretté de tous ses amis.

AVIGNON. — Samedi 27 juillet, notre ami Jahn, de passage à Avignon, a donné une conférence sur : « Le Radicalisme et le Boulangisme devant la Question sociale ». Quelques heures avant la conférence Jahn avait été appelé devant le préfet qui lui avait recommandé le calme, ce qui n'empêcha pas notre ami de flétrir vigoureusement les agissements de la

tourbe politicienne, les horreurs de la société actuelle et de conclure à la Révolution violente pour arriver à l'Anarchie, c'est-à-dire à une forme de société où les intérêts des hommes étant dans le bonheur de leurs semblables, les iniquités et les vices sociaux seraient forcés de disparaître.

Deux cents personnes environ ont applaudi le conférencier, mais le clou de la soirée fut la lecture à la tribune de l'affiche abstentionniste du Père Peinard, affiche qui avait été lacérée par la police.

Bonne soirée pour l'Anarchie, mardi nous recommencerons.

SAINT-NAZAIRE. — Le groupe vient de perdre un de ses adhérents les plus dévoués. Le compagnon Maury, âgé de 44 ans, a toujours été au premier rang dans la lutte pour nos revendications contre la classe monstrueuse qui nous opprime, fidèle à ses principes, c'est civilement que nous l'avons accompagné à sa dernière demeure.

NIMES. — Bravo ! le parti anarchiste acquiert de la vitalité, prend de l'importance. La preuve, c'est que le gouvernement inaugure une série de persécutions qui démontre clairement que les bourgeois sont affolés de voir l'extension que prennent nos idées.

Le compagnon Sébastien Faure est appelé à comparaître devant la Cour d'assises du Gard, pour y répondre des délits suivants : Provocation directe au meurtre, au pillage, à l'incendie; attentat contre la sûreté de l'Etat.

Ces poursuites sont motivées par l'agitation produite à la suite des conférences qu'a faites le compagnon Sébastien Faure pendant ces derniers temps.

Les juges de Nîmes peuvent se préparer à en entendre de dures.

Suisse

Le fameux conflit Germano-Suisse s'est naturellement réglé sur le dos des anarchistes. Après l'échange de papiers diplomatiques, la première réponse du Conseil fédéral à Bismarck, a été l'expulsion de Pérard, Niquet, Philippot et Bordat. Et ce n'est qu'un commencement.

Nos amis doivent maintenant chercher un pays qui veuille bien d'eux. La patrie, elle, les attend pour les mettre en prison.

Les déserteurs français (des bonnets, probablement), avaient organisé une réunion, dont j'ignore le but, mais avec entrée payante de 1 fr. Naturellement que cette entrée excluait les ouvriers et ceux-ci ont envahi le local de force — au nombre d'une quarantaine, dit la lettre. Un de ces ouvriers, déserteur aussi, serait monté à la tribune pour engueuler, d'abord les organisateurs de cette réunion, puis la Bourgeoisie en général et la France en particulier. Comment nos amis se sont-ils trouvés là, je l'ignore, — en tous cas ils y étaient, et ils y ont mis leur part. — On s'est boxé avec la police et une plainte contre les anarchistes étrangers aurait été portée de suite et, comme un coup monté, nos amis ont payé pour les autres — comme toujours, du reste. — Vous recevrez sans doute des nouvelles plus directes — en tous cas, les nôtres (les étrangers) n'ont pas été suffisamment clairvoyants — puisque les ouvriers avaient si bien commencé, il fallait les laisser finir seuls. Je pense que nos amis sont faits des illusions en allant à cette réunion. — Enfin, ils ont fait de la propagande.

Belgique

VERVIERS. — A l'occasion du centenaire de la prise de la Bastille, nos socialistes démocrates ont fêté ce centenaire presque dans toutes les villes par des manifestations et meetings, et à Verviers nous avons eu manifestation et meeting en plein air.

Mais comme bien on pense, celle-là n'a été autorisée qu'à la condition expresse que manifestation et meeting seraient les plus pacifiques du monde.

Donc, à 11 heures du matin un roulement de tambour mettait les habitants en émoi. Peu à peu les manifestants arrivèrent avec des pancartes et drapeaux; — mais avant d'aller plus loin, je tiens à vous dire qu'à la suite des pourparlers entre les chefs de police et les organisateurs, il était strictement défendu de déployer le drapeau rouge ni de jouer ou chanter la Marseillaise. — Donc, pas un drapeau rouge au cortège.

Nous regardions former ce cortège quand tout à

coup nous entendîmes battre le tambour et nous vîmes s'avancer une masse de drapeaux, c'étaient les radicaux, munis du drapeau national. Oui, ce drapeau de Cobourg qui ne devrait jamais entrer parmi les manifestations prolétariennes était à la tête du cortège; aussi c'est avec plaisir que nous avons vu beaucoup de compagnons désertir plutôt que de suivre le drapeau représentant le patriotisme, la haine des peuples. Enfin le cortège se mit en route et les 200 manifestants suivirent l'état-major social-démocrates.

Arrivés au lieu où le meeting devait se donner, on dresse des tables, et les orateurs socialistes montèrent à la tribune.

Après une allocution du président qui avait traité de bandit, le général Vandersmissen, le commissaire en chef interrompit l'orateur et voulut le faire cesser, mais la foule commença à le huer ferme.

Enfin le compagnon Thonar prit la parole, démontra que la rapacité des capitalistes était plus insatiable et plus féroce que celle des seigneurs d'avant 1889. Il combattit et critiqua la société actuelle espérant, dit-il, qu'un nouveau 1789 se fera bientôt. Après ces mots, le compagnon Thonar fut violent à un tel point, qu'on lui défendit de parler de la Révolution; mais la foule était décidée à faire un mauvais parti au commissaire et l'aurait fait sans le président qui parvint à la calmer et l'invita d'aller au local de la *Ruche Ouvrière* pour parler à l'aise.

Thonar reprit la parole, disant que maintenant nous devons cesser les moyens pacifiques, que la révolution violente seule changerait la société pourrie; que le peuple à la première occasion devrait prendre les armes, que tous les moyens étaient bons pour exterminer la Bourgeoisie.

Le soir, un meeting était organisé à Dison. Thonar et un autre anarchiste prirent la parole. Le premier préconisa la Révolution comme moyen d'affranchissement. Notre compagnon fit la critique de tout gouvernement, quel que soit l'étiquette dont il s'affuble. Il dit que tous les gouvernements étaient dans leur jeu, qu'ils étaient obligés de maintenir et de protéger l'exploitation de l'homme par l'homme. Enfin, bonne journée pour la propagande révolutionnaire, car nous pouvons dire ceci, si tous les orateurs socialistes étaient du genre de Thonar, les révolutionnaires de Verviers verraient avec plaisir Verviers redevenir le boulevard du socialisme révolutionnaire. Mais si nous faisons l'éloge du compagnon Thonar, nous faisons un reproche aux organisateurs. Un comité d'action était formé et dans ce comité, les plus gros exploiters, tels que Peltzer, Dandrimon qui, à la commission d'enquête, déclarait qu'une poignée de riz suffisait pour nourrir une famille et, c'est en compagnie de ces gens-là, que des socialistes tels que Maigray, Malempré et Pierame allèrent banqueter pour célébrer le centenaire de la Révolution française; quand nous les appelons socialistes, nous nous oublions, car ils sont indignes de ce nom.

Il y a vingt ans, ces mêmes hommes préconisaient la Révolution, et maintenant ils trouvent que la Question sociale est résolue, parce que les uns sont conseillers communaux, les autres parce qu'ils peuvent se payer des rôtis avec les bourgeois.

Australie

MELBOURNE. — Le 10 avril, les bourgeois de Melbourne avaient une surprise. Ils avaient convoqué une réunion publique à l'Hôtel de Ville pour traiter de la famine chinoise et pour se donner l'occasion de gloire en payant leurs deux mille francs aux crève-de-faim de la Chine tout en en créant de nouveaux ici dans l'Australie. Le compagnon Beattie eut l'idée de profiter de cette opportunité. Il me rencontra dans la rue, et nous allâmes sur-le-champ chercher des sans-travail, dont nous en entraîâmes environ une cinquantaine. Avec le compagnon White, nous entrâmes à l'Hôtel de Ville. Il y avait là un pareil nombre de bourgeois. Grande joie de voir y assister tant de travailleurs, qui devaient comprendre comme cette très riche et très heureuse colonie, où il n'y avait point de misère — les sans-travail de cette ville étant de 10/0 sur une population de 400,000, et les sans-pain en nombre assez écoeuvrant — devait fournir quelques centaines de mille francs par une souscription, à qui plusieurs riches bourgeois avaient déjà promis de contribuer. Proposition à tel effet.

A cet instant je me levai et leur dis, que l'argent serait tout accaparé par les intermédiaires, que s'ils avaient l'idée de secourir des misérables, il y en avait assez à leurs pieds, dont ils avaient saisi le bien, et auxquels ils avaient attrapé tout ce qu'ils méditaient de donner. Qu'il fallait remplacer le système social actuel par les conditions équitables, après quoi la peuple pourrait bien aider les affa-

més des autres pays sans infliger de nouvelles misères sur ceux qui crèvent déjà dans notre milieu. Après avoir parlé de cette sorte pendant un quart d'heure, je conclus en les exhortant de trembler devant la Révolution prochaine.

Les bourgeois étaient tous accablés. Ils ne reprirent haleine que vers la fin de la harangue de notre compagnon White, qui leur fit un portrait tout à fait navrant de la misère qu'ils ont créée. Ensuite le compagnon Beattie essaya de parler, mais le maire et les autres voleurs crièrent jusqu'au point de noyer sa voix. Le lendemain la moitié de chaque journal fut remplie de l'affaire. Presque tous avaient des articles sur le sujet en plus des renseignements longs de quelques mètres, et l'*Argus*, le grand journal des riches, trouvait beau à insérer un article spécial pour démontrer que les travailleurs ne produisent point de bien, mais qu'ils vivent aux dépens de la productivité des capitalistes!

Les individualistes et les collectivistes se sont enfin avoués communistes-anarchistes. Nous faisons une bonne propagande, et les jeunes gens arrivent enfin à vouloir considérer nos idées au sérieux. Nous n'avons point d'organisation, et tout est accompli par l'initiative individuelle, notre besoin seule nous constituant en groupe afin de l'achever, quelle qu'elle soit.

COMMUNICATIONS ET CORRESPONDANCE

FIRMINY. — Le groupe anarchiste qui était en voie de formation est complètement constitué, il déclare avoir pour but de faire une propagande incessante, et il se rallie à tous les compagnons de lutte pour mépriser, flétrir, et renverser cette société de corrompus, cette classe de bourgeois dirigeants, qui ne rêve que misère et malheur pour le prolétaire, et pour eux : intérêts ambition et bonheur.

Que ces affameurs sachent qu'à force de remuer l'eau on finit par la troubler, et quand le pauvre aura assez des tourments qu'il endure, causés par ces monstres, il saura se soulever, faire valoir ses droits et reprendre sa place au soleil, et ce jour-là, ça sera leur vrai jour de danse; après le festin il y a toujours le dessert, et nous saurons les en faire profiter à ces exploiters qui s'entrelient du sang de l'ouvrier, comme s'alimentaient les vampires d'autrefois.

C'est à nous de nous grouper, de nous unir, et de nous entretenir des meilleurs principes qui nous amèneront le bien-être un jour.

Vive la Révolution sociale! Vive l'Anarchie!

Tous les groupes et compagnons qui voudront bien se mettre en relation avec le groupe de Firminy, sont priés d'adresser leurs correspondances au compagnon Renaudot, rue Nationale, maison Poia, 76, à Firminy (Loire).

Le comp. Lécuyer atteint d'une maladie chronique qui le met dans l'impossibilité d'exercer son état ou tout métier fatiguant exigeant de la force, prie tous les compagnons qui auraient connaissance d'un emploi peu fatiguant ou une profession facile, de le lui faire savoir.

Ce compagnon étant à l'hôpital, envoyer les avis ou renseignements au camarade Millot, serrurier, rue Mazarine, 38, à Paris.

Depuis le dernier numéro, l'*Attaque* (120, rue Lafayette), se vend 5 centimes.

Le compagnon Jahn prévient les groupes de Lyon, Dijon, Troyes et Melun, qu'il sera de passage dans ces villes dans le courant du mois d'août et qu'ils recevront de lui une correspondance relative à la propagande.

Nous avons fait tirer *La Grève des Electeurs*. Nous en tenons à la disposition des camarades au prix de 6 fr. le mille. Si nous avions oublié d'expédier à ceux auxquels nous en devons, prière de nous rappeler, ainsi que ceux auxquels il en manquerait.

L'administration du *Drapeau Noir*, de Bruxelles, informe les compagnons que le numéro 9 de ce journal devient hebdomadaire et paraîtra désormais tous les jeudis, à partir du jeudi 10 août prochain. De cette façon sera réalisé le vœu exprimé jadis par divers camarades d'avoir deux journaux anarchistes

par semaine, c'est-à-dire le *Drapeau Noir* le jeudi et la *Revolte* le samedi. Adresser les demandes rue du Moulin, 58, Saint-Josse-ten-Noode, à Bruxelles.

PETITE CORRESPONDANCE

Le comp. Bidault a fait parvenir à Rovigo 11 fr. 40, dont 6 fr. 40 d'une collecte à la salle Chaynes et 5 fr. du groupe du XX^e.

Le comp. F. Niquet est prié de donner de ses nouvelles au comp. E. Bidault, chez lui où à la « Révolte ».

Le comp. Gros demande au comp. A. Fournier s'il a reçu ses deux lettres. — Réponse ?

« Drapeau Noir ». — Le comp. D., de St-Quentin vous a envoyé lettre et abon., le 14 juil., n'a pas reçu journal.

E. G. à Bruxelles. — Recevrez aussitôt parue.

Groupe de Choisy-le-Roy. — Il y a 17 num. simples et 12 doubles à relever chez le libraire ?

G. à S. Giovanni. — « Dieu et l'Etat » est épuisé. — Abonnement est fait au « Drapeau Noir ».

L. L. à Calais. — Nous pouvons tout vous fournir. — 5 fr. tout compris.

C. F. B. — L'abonnement est de 1 fr. 75 pour trois mois. De plus vous avez oublié d'affranchir, cela nous a coûté 50 cent.

H. à Bourges. — Reçu mandat. Selon votre désir il ne figure pas à la souscription. Il sera bien employé tout de même.

L. au Mans. — Les Prisons. Oui. — Evolution, nous pourrions bien vous en trouver une ou deux, mais pas 10. La réunion du 1^{er} sept. n'est pas un Congrès, mais une simple entrevue de camarades. — Plus il y aura de monde, mieux ça vaudra.

Un anarchiste impatient. — Voyez la réponse ci-dessus.

Un jeune anarchiste de Choisy-le-Roi. — Il n'y a pas à faire d'arrangement ni à proposer aux bourgeois, mais à les supprimer.

M. rue Mazarine. — Nous insérons, mais ne gérons compteur dessus.

Boccard (Suisse). — Nous pouvons vous fournir les brochures demandées, sauf « Aux Affamés ».

O. F. à Liège. — T. à Choisy-le-Roi. — B. à Saint-Etienne. — M. à Armentières. — T. rue de Charonne. — R. à Avignon. — C. rue de Charonne. — V. à Ganges. — M. à Toulouse. — M. à Certe. — B. à Stains. — F. à Reims. — Reçu timbres et mandats.

CONVOCATIONS

Dimanche, Salle Horel, 13, rue Au Maire, de midi à 6 heures du soir.

Cercle international. — En caisse : 45 fr. 55, dont 4 fr. 65 à la salle Horel.

Détenus : En caisse, 11 fr. 20, dont 1 fr. 80, rue de Bretagne; 1 fr. salle Horel et 1 fr. 30, b. Barbès. Remis 7 fr. pour M^{me} T. sur le total de la sem. det.

Groupes abstentionnistes des V^e et XIII^e, samedi 3 août, Alcazar d'Italie, avenue de Choisy, 190, à 8 h. 1/2 du soir, grande réunion publique, avec le concours de la citoyenne Louise Michel, Montan, Faure, Luss et Malato.

Ordre du jour : 1. La période électorale; 2. Addition des candidats (Les citoyens sont invités à prendre la parole); 3. Le suffrage universel et ses conséquences.

Groupe communiste-anarchiste du XX^e, samedi 3 août, à 8 h. 1/2, salle Normand, 92, boulevard Ménilmontant.

Réunion du groupe *La Jeunesse anarchiste*, rue des Ecluses Saint-Martin, 2, salle Guizard, à 8 h. 1/2, tous les samedis.

CHAMRON. — Les compagnons du Chambron et de la Ricamarie sont convoqués en assemblée générale, dimanche 4 août, au café Bayon, place Grenette, à 2 heures du soir.

Les camarades de Saint-Etienne et de Firminy sont priés d'y assister à seule fin de s'entendre pour faire venir le compagnon Sébastien Faure.

SAINT-QUENTIN. — Le groupe la Ligue des Anarchistes est convoqué pour le dimanche 4 août, chez Watbled, débit de tabac, rue Dacheny, 80.

Ordre du jour : Des moyens dont on pourra disposer pour organiser la propagande abstentionniste aux élections législatives de septembre.

Le Gérant : J. GRAVE.

Paris. — Imprimerie J. GRAVE, 17, rue de l'Échiquier.